

Commission des relations de travail de l'Ontario

EN RELIEF

Rédacteurs : Voy Stelmaszynski, avocat
Leonard Marvy, avocat

Septembre 2008

Résumés de décisions

Sont résumées ci-dessous certaines décisions rendues par la Commission des relations de travail de l'Ontario en août dernier. Ces décisions paraîtront dans le numéro de juillet-août des *Reports* de la Commission. Le texte intégral des décisions rendues récemment peut être consulté sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique, à http://www.iijcan.org/index_fr.html.

Accréditation – Industrie de la construction – Pratique et procédure – Recours en matière d'accréditation – Le syndicat avait déposé une requête en accréditation avec l'appui de moins de 40 % de ses membres, et il demandait des recours à cet égard en vertu de l'article 11 – Dans sa requête, le requérant omettait de préciser pour quel régime d'accréditation (article 8 ou 128.1) il optait – Selon l'intimé, ce renseignement était essentiel – Se fondant sur des déclarations faites ailleurs dans la requête, la Commission est d'avis que le requérant avait choisi de procéder en vertu de l'article 8 – De plus, la Commission relève que l'article 128.1 exige expressément le choix d'un traitement selon cet article, ce qui n'est pas le cas en l'occurrence; la requête doit donc être traitée dans le cadre de l'article 8 – L'affaire suit son cours

ASHBRIDGE ELECTRIC CONTRACTORS LIMITED; RE IBEW, LOCAL 353; File Nos. 1376-08-R; 1275-08-U; Dated August 8, 2008; Panel: Mark J. Lewis (3 pages)

Industrie de la construction – Preuve – Pratique et procédure – Employeur lié – Vente d'une entreprise – Le syndicat souhaitait que l'on reçoive à titre de « documents d'entreprise »

des pièces remontant à 30 ans auparavant, en particulier une lettre commentant le caractère exécutoire d'une convention collective – L'employeur s'y opposait, soutenant qu'il était placé dans une situation impossible : il aurait dû retracer l'auteur ou un témoin autre, capable de faire une déposition à propos de documents qui, apparemment rédigés 30 ans auparavant, n'avaient joué aucun rôle depuis dans l'existence de l'entreprise – La Commission estime que les documents ne sont pas admissibles aux termes du paragraphe 35 (2) de la *Loi sur la preuve*, puisque le dossier ne répond à aucune des conditions stipulées dans ledit paragraphe – La Commission constate également que, même si l'alinéa 111 (2) c) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* établit une perspective plus large que ledit article 35, elle n'est pas disposée à recevoir le dossier, parce que les documents représentent l'opinion de parties dont les sources et principes sont impossibles à vérifier; on ne peut donc accorder une quelconque valeur à ces documents – La Commission applique par ailleurs la règle qui a prévalu dans *Browne v. Dunn* et ne reçoit pas d'éléments de preuve en contradiction avec la déposition antérieure d'un témoin lorsque ces éléments n'ont pas été portés à la connaissance de celui-ci pendant le contre-interrogatoire – L'affaire suit son cours

CADILLAC FAIRVIEW CORPORATION LTD., THE, CF/REALTY HOLDINGS INC., QUEENSTON ROAD INVESTMENT INC., EASTGATE SQUARE HOLDINGS INC. AND REDCLIFF REALTY MANAGEMENT INC.; RE INTERNATIONAL UNION OF PAINTERS AND ALLIED TRADES, LOCAL 1795; File Nos. 1732-06-R; 1811-06-R; 2869-06-R; Dated August 14, 2008; Panel: David A. McKee (10 pages)

Pratique et procédure – Ratification et scrutin de grève – Grève – Le syndicat, agissant par erreur (et non par mauvaise foi), avait informé 10 employés qu'ils devaient signer des cartes d'adhésion afin d'être admissibles à voter en faveur d'une grève – La Commission constate que, en fait, l'unité de négociation comprenait 53 employés, dont 43 avaient voté, 28 d'entre eux en faveur d'une grève – La Commission relève qu'une nette majorité des employés se sont exprimés en faveur de la déclaration d'une grève, et que, même si le syndicat a pu contrevenir à ses obligations aux termes de l'article 79 concernant la conduite d'un scrutin de grève et que des recours pourraient être exercés contre le syndicat au motif de cette conduite, personne n'a contesté la validité des 28 bulletins de vote en faveur de la grève – Selon la Commission, on ne ferait aucunement avancer la cause des relations de travail en déclarant illégale la grève s'ensuivant, puisque la majorité des employés formant l'unité de négociation y ont exprimé leur appui; interdire de faire grève en invoquant ces faits aurait pour conséquence de miner le rôle primordial que doit jouer une grève (ou un lock-out) dans le processus de la négociation collective – Requête rejetée

CANADIAN CORPS OF COMMISSIONAIRES (OTTAWA DIVISION); PUBLIC SERVICE ALLIANCE OF CANADA; File No. 2525-07-U; Dated August 14, 2008; Panel: Kevin Whitaker (3 pages)

Santé et sécurité – Pratique et procédure – Délais – Après révision de la plainte du requérant par l'inspecteur sur les lieux de travail, le requérant avait été informé qu'il n'y avait pas eu d'infraction à la Loi – L'inspecteur n'avait pas rendu d'ordonnance – L'inspecteur était retourné sur les lieux de travail trois jours plus tard et avait remis un rapport sur sa visite des lieux à l'employeur, mais non au plaignant – La Loi ne comprend aucune disposition exigeant de l'inspecteur qu'il confirme par écrit son refus de rendre une ordonnance ou qu'il remette un rapport sur sa visite des lieux au plaignant, à moins d'en recevoir la demande – Le requérant avait interjeté appel auprès de la Commission dans les 30 jours suivant la réception du rapport sur la visite des lieux, mais plus tard que le délai des 30 jours suivant la décision de l'inspecteur de ne pas rendre d'ordonnance – La Commission juge que l'appel est hors délai – Appel rejeté

CASTONGUAY BLASTING GP AND CLAUDE NADON, INSPECTOR; RE STEVEN MROCZYNSKI; File No. 0387-08-HS; Dated August 7, 2008; Panel: Susan Serena (3 pages)

Santé et sécurité – L'inspecteur avait rendu des ordonnances à la suite du refus du conseil scolaire de permettre à un membre du personnel de faire partie du comité mixte sur la santé et la sécurité au travail, cette personne n'étant présente sur les lieux qu'une journée par semaine – Le conseil scolaire invoquait que les membres du comité mixte doivent entretenir des liens substantiels, étroits et soutenus avec le lieu de travail – La Commission relève que la Loi ne prescrit pas qu'un travailleur doive entretenir ce genre de lien avec le lieu de travail; elle stipule plutôt qu'il doit être employé par le lieu de travail et choisi par les travailleurs – La Commission déclare que le refus du conseil scolaire d'autoriser le travailleur à faire partie du comité mixte sur la santé et la sécurité au travail constitue une infraction à la Loi

GREATER ESSEX COUNTY DISTRICT SCHOOL BOARD; RE ONTARIO SECONDARY SCHOOL TEACHERS' FEDERATION, DISTRICT 9; CUPE, LOCALS 27 & 1348; ELEMENTARY TEACHERS' FEDERATION OF ONTARIO AND RICK TAGGART, INSPECTOR; File No. 2730-07-HS; Dated August 25, 2008; Panel: Ian Anderson (8 pages)

Unité de négociation – Accréditation – Motion prima facie – Réexamen – Le syndicat souhaitait réunir six unités de négociation pour en former trois – L'employeur avait déposé une motion « aucune apparence de preuve » – Or, la Commission a le pouvoir de réexaminer ses décisions antérieures, y compris les décisions relatives à l'accréditation qui sont assorties de la description des unités de négociation – Cependant, les certificats ne sont plus valides dès que les parties ont conclu leur première convention collective – Les unités de négociation dont la composition a été négociée par les parties remplacent celles que décrivaient les certificats de la Commission – C'est ainsi que les unités de négociation actuelles, décrites dans les conventions collectives négociées par les parties, l'emportent sur les unités dont la Commission pourrait ordonner la consolidation par le biais de son pouvoir de réexamen – Le syndicat n'a pas démontré le bien-fondé prima facie du regroupement de ses unités de négociation, lequel représentait le recours demandé – Motion admise; requête rejetée

KINGSTON WHIG STANDARD; RE KINGSTON TYPOGRAPHICAL UNION, LOCAL 30204; File No. 0670-08-M; Dated August 5, 2008; Panel: Lee Shouldice (10 pages)

Unité de négociation – Accréditation – Pratique et procédure – Le syndicat aurait voulu former une unité à effectif total, alors que l'employeur dirigeait deux établissements : une maison de soins infirmiers et une maison de retraite – Aux yeux de l'employeur, seule une structure à deux unités de négociation était appropriée – Après dépouillement du scrutin, on a constaté que la majorité des employés de la maison de soins infirmiers avaient voté en faveur du syndicat, tandis que les employés de la maison de retraite et membres de l'unité à effectif total avaient voté contre – Les parties ont ensuite interverti leurs positions – La Commission a autorisé ce changement de position, conformément aux décisions *Martha's Garden* et *Morrow Transport*; elle fait remarquer que cette inversion de positions est rare et découle naturellement des processus de la Commission, qui visent à ce que les affaires d'accréditation soient traitées de façon rapide et efficace, sans litiges inutiles – Enfin, la Commission conclut qu'une structure à deux unités est appropriée (étant donné, notamment, que l'employeur a déjà soutenu, à des moments différents il est vrai, que les deux structures, soit à deux unités et à effectif total, étaient appropriées) – Requête en partie admise

NUTRA SERVICES INC.; RE SEIU LOCAL 1 CANADA; File No. 1113-08-R; Dated August 21, 2008; Panel: Brian McLean, J.A. Rundle, D.A. Patterson (5 pages)

Santé et sécurité – L'employeur, appuyé par le syndicat, demandait de suspendre l'application d'une ordonnance selon laquelle il devait cesser d'utiliser un dispositif de levage sur plateforme maintenant les travailleurs à quelque 45 pieds du sol aux fins de travaux sur les toits, jusqu'à la réparation de la rambarde qui avait été enlevée et à sa déclaration de conformité avec les spécifications du fabricant – Le requérant affirmait que le dispositif antichute qu'il obligeait les travailleurs à utiliser de même que la formation qu'il leur dispensait à cet égard assurait une protection au moins aussi grande que celle qu'offrait la rambarde – La Commission estime que si l'enlèvement de la rambarde n'avait pas soulevé d'inquiétudes quant à la stabilité de la plateforme, on aurait admis comme suffisants les arguments du requérant relatifs au dispositif antichute alliés à la formation et à la supervision qu'il dispensait – Cependant, la Commission constate que le requérant n'a présenté aucun document publié par le fabricant attestant que l'enlèvement de la rambarde sur l'une des faces de la plateforme n'était pas susceptible d'altérer l'intégrité de celle-ci non plus que sa stabilité – L'absence de ce type d'information et le

document déposé par l'inspecteur, soit un avertissement du fabricant interdisant d'effectuer toute modification sans son consentement, mènent la Commission à conclure que le requérant n'a pas démontré de façon concluante le bien-fondé *prima facie* de sa position – Demande de suspension rejetée

TRUDEL & SONS ROOFING LTD.; CARPENTERS AND ALLIED WORKERS, LOCAL 27, CJA; GORAN BLANUSA, INSPECTOR; File No. 0044-08-HS; Dated August 25, 2008; Panel: Harry Freedman (5 pages)

Grief dans l'industrie de la construction – Pratique et procédure – Le requérant n'avait pas effectué le dépôt du renvoi de son grief ni sa remise à l'intimé conformément à l'article 133 et à la règle 34.2 [le bureau de son avocat avait par inadvertance déposé le dossier auprès de la Commission avant de le remettre à l'employeur] – La Commission rappelle que, en vertu du paragraphe 133 (4), elle a le pouvoir discrétionnaire de recevoir le renvoi, ce à quoi elle procède en l'occurrence, tout en prorogeant le délai de réponse de l'employeur – Le grief suit son cours

VISTA SUDBURY HOTEL; RE LIUNA, LOCAL 493; File No. 1317-08-G; Dated August 7, 2008; Panel: Harry Freedman (3 pages)

Procédures en instance

Interdiction – Unité de négociation – Accréditation – Révision judiciaire – En révision judiciaire, l'employeur affirme que la Commission devait déterminer si, avant le dépouillement du scrutin, il existait une interdiction aux termes du paragraphe 10 (3) – La Cour soutient que la Commission avait interprété sa loi habilitante; qu'elle avait invoqué dans ses motifs les grands principes des relations de travail, notamment les conséquences d'un retard et le préjudice possible pour les deux parties; enfin, que la Commission avait exercé son expertise spécialisée – La Cour n'est pas d'avis qu'il s'agisse d'abord d'une question de compétence, croyant plutôt qu'elle est de nature administrative ou procédurale, d'une catégorie à propos de laquelle la Cour doit éviter d'intervenir – Requête rejetée

STOCK TRANSPORTATION LTD.; RE OLRB AND TEAMSTERS LOCAL UNION NO. 938; File No. 0483-08-R (Court File No. 08-CV-00358887); Dated August 20, 2008; Panel: Justice D. Aston (3 pages)

Les décisions énumérées dans le présent bulletin seront publiées dans les *Reports* de la Commission des relations de travail de l'Ontario. On peut consulter la version préliminaire des *Reports* à la Bibliothèque des tribunaux du travail de l'Ontario, 7^e étage, 505, avenue University, à Toronto.

Procédures en instance

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
Dr. Peter Khaïter Divisional Court No. 431/08	4045-06-U et al	En cours
Christian Labour Association of Canada Divisional Court No. 382/08	3798-05-R; 3958-05-U	En cours
Lorraine Fraser Divisional Court No. 1719 LONDON	0059-06-ES; 0061-06-ES	En cours
Stock Transportation Court File No. CV-08-0035887	0483-08-R	Rejetée le 20 août 2008
Comfort Hospitality Inc. Divisional Court No. 344/08	2573-07-ES	En cours
Govin Misir v. S. Lalgudi Vaidyanathan et al Divisional Court No. 566/07	2966-03-ES; 3389-03-ES; 3390-03-ES	En cours
LIUNA v. Barclay Construction et al Divisional Court No. 310/08	0837-06-R	En cours
Solid Gold Inn Divisional Court No. 224/08	3823-07-ES	14 octobre 2008
LIUNA, Local 183 (PineValley Enterprises) Divisional Court No. 201/08	0910-07-R	En cours
LIUNA, Local 183 (Saddlebrook) Divisional Court No. 201/08	3414-06-R et al	28 octobre 2008
BCC Constructors v. International Union of Painters Divisional Court No. 138/08	3174-06-R	En cours
Edgewater Gardens Long Term v. OPSEU Divisional Court No. 08-0015 HAMILTON	3166-07-R	Semaine du 20 octobre 2008
Jacobs Catalytic Ltd. v. IBEW Local 353 Divisional Court No. 66/08	2127-05-G; 3437-05-G	En cours
Ottawa Fertility Centre v. Ontario Nurses Association, OPSEU, CUPE Local 4000, Ottawa Hospital and OLRB Divisional Court No. DV-08-1394 OTTAWA	1531-06-PS	En cours
Ottawa-Carleton Public Employees Union (CUPE), Local 503 v. City of Ottawa et al Divisional Court No. 423/07	1386-06-R	En cours
Dev Misir v. Muluneshi F. Agago et al Divisional Court No. 281/07	0769-06-ES	2 octobre 2008
Jacobs Catalytic Ltd. v. IBEW Local 353 et al Divisional Court No. 117/07 (M35498)	3737-05-U	Rejetée le 4 juin 2008 Requête en autorisation d'en appeler à la C. A.
Dana Horochowski v. OECTA; York Catholic DSB Divisional Court No. 93/07	1115-04-U	20 octobre 2008
Janet Kitson v. OLRB et al Divisional Court No. 492/06	4205-02-U	En cours
Abduraham, Abdoulrab v. Novaquest Finishing Court of Appeal No. C48942	2222-04-ES, 2223-04-ES, 2224-04-ES	27 janvier 2009
City of Hamilton v. Carpenters, Local 18 Divisional Court No. 209/06	1785-05-R	3 novembre 2008